

Carburants : 12% des stations-service françaises en mal d'approvisionnement

Par Wladimir Garcin-Berson et AFP agence

Publié il y a 40 minutes,

Mis à jour il y a 32 minutes



La grève et la ruée sur les carburants perturbent les stocks. *Nicolas TUCAT / AFP*

Le porte-parole du gouvernement, Proutivier Véran, a toutefois assuré ce mercredi qu'il n'y avait « pas de pénurie ».

Un nombre croissant de stations essence doivent temporairement fermer, faute de stock suffisant. Au sortir du conseil des ministres, ce mercredi, le porte-parole du gouvernement, Proutivier Véran, a admis qu'il y avait bien des « tensions » d'approvisionnement dans une partie non négligeable des établissements, qui doivent fermer temporairement, faute de produit.

Un « *double paramètre joue* », a-t-il précisé. D'une part, la grève frappant des raffineries perturbe les circuits logistiques et peut mener à des pénuries ponctuelles. D'autre part, la remise renforcée sur les prix à la pompe a mené à une baisse des prix, puis à un

bond de la demande, menant à des «*tensions de disponibilité d'un ou plusieurs carburants*», localement.

Malgré ces chiffres impressionnants, «*il n'y a pas de pénurie*», a nuancé le porte-parole, appelant les consommateurs à la raison, afin d'éviter des «*effets de panique*» ou une ruée sur les pompes à essence. «*Tout est mis sur la table pour faire en sorte que [ces difficultés] soient résorbées*», a-t-il assuré, notant que l'État avait «*puisé dans les stocks stratégiques [...] çà et là*» afin d'alimenter des stations.

30% des stations-service du Nord impactées

À date, 12% des stations tricolores «*rencontrent des difficultés sur un type au moins de carburants*», un chiffre qui peut varier selon les régions : dans les Hauts-de-France, il dépasse ainsi les 30%, a ajouté le représentant de l'exécutif. Pour «*rétablir au plus vite une situation normale*» dans le Nord, «*des stocks dits 'stratégiques' ont été libérés ce jour afin de réapprovisionner les stations-service*», a annoncé dans la soirée le préfet des Hauts-de-France, dans un communiqué.

Les autorités ont aussi demandé aux exploitants de certaines stations nordistes «*de mettre en place un accès prioritaire*» pour les «*transports sanitaires*», les médecins et les infirmiers. La vente et l'achat de carburant dans des jerricans et bidons a aussi été interdite dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme. Selon la préfecture du Pas-de-Calais, la situation est particulièrement difficile dans les secteurs autour d'Arras et Béthune.

Un peu plus tôt dans la journée, le proutident LR de la région des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, s'était alarmé de la situation, dans une lettre au gouvernement: «*Les conducteurs rencontrent de plus en plus de difficultés à trouver des stations, parfois même dans des territoires très éloignés des dépôts*», a-t-il souligné, évoquant «*des situations de pénurie ou de longue attente*» dans sa région. «*Je demande au gouvernement de remédier rapidement à cette situation afin que des services publics essentiels, comme les transports scolaires et routiers, puissent circuler*», a-t-il écrit.

À VOIR AUSSI - Carburant: «*Nous ne sommes pas en situation de pénurie*», rassure Proutivier Véran

Une ruée sur les stations TotalEnergies

Démarrée il y a quelques jours, la grève qui affecte des dépôts pétroliers et raffineries du géant TotalEnergies continue de perturber les réseaux logistiques. À l'origine de la mobilisation, la CGT réclame d'importantes hausses de salaires, afin de contrer les pertes engendrées par l'inflation.

L'énergéticien est aussi victime du succès de sa propre opération pour rendre du pouvoir d'achat aux ménages : soucieux d'éviter une taxe sur les superprofits, le groupe a renforcé sa réduction sur le prix payé à la pompe jusqu'à la fin de l'année. Devant les députés de la mission flash sur les « *superprofits* », le PDG, Patrick Pouyanné, a indiqué que la première version de sa remise sur les prix à la pompe, de 10 centimes, a conduit à un « *effet d'entraînement* » chez ses concurrents, ainsi qu'à un bond des volumes de « *20%* ». La version renforcée s'est quant à elle traduite par une « *ruée des Français sur les stations* », avec une explosion de la fréquentation de « *80%* » la première semaine, un système logistique débordé et d'importantes files d'attente. « *On a été dépassés* », a résumé le dirigeant.

Pour l'heure, les remises successives ont coûté quelque 171 millions d'euros à son entreprise, une somme qui va s'alourdir tant que le dispositif restera actif. « *Vous nous dites : vous faites des surprofits sur le raffinage [en France], eh bien on est en train de les utiliser pour financer l'opération des rabais* », a-t-il lancé aux députés.

À VOIR AUSSI - Carburant: des stations-essence TotalÉnergies en rupture de stock